

PREFET DE LA DROME

Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme

Valence, le

- 8 NOV. 2017

Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET / EV

Tél. : 04.26.52.22.03

Fax : 04.26.52.21.62

✉ : ddpp@drome.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 2017 313 - 0021**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**EARL DE MARET - CHATEAUDOUBLE**

**Établissant des prescriptions complémentaires  
associées à l'installation de panneaux photovoltaïques dans l'établissement**

**LE PREFET**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement notamment les livres I, II et V ;

**VU** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014071-0011 du 12 mars 2014 autorisant l'EARL de Maret à exploiter sur la commune de Châteaudouble 3 bâtiments d'élevage de volailles d'une capacité totale de 88 359 animaux équivalents et d'une fumière couverte, activité relevant actuellement des rubriques n° 2111-1, 3660.a et d'un dépôt de gaz combustible liquéfié de 7 tonnes, activité relevant actuellement de la rubrique n°4718-2 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** le dossier en date du 14 septembre 2016 par lequel l'EARL de Maret informe le Préfet du projet de modification de son établissement par la mise en place de panneaux photovoltaïques ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 18 octobre 2017 ;

**VU** la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral le 19 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que l'installation de panneaux photovoltaïques dans l'établissement fait apparaître de nouveaux risques et enjeux qu'il convient de maîtriser ;

**CONSIDERANT** que le préfet peut imposer en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement toute prescription complémentaire nécessaire assurer la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'art. L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observations pendant le délai imparti de 15 jours ;

## AR R E T E

### Article 1

La consistance de l'établissement autorisé est modifiée par l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment V3 d'une surface totale de 1572 m<sup>2</sup>.

### Article 2

L'installation des panneaux photovoltaïques est réalisée conformément aux dispositions de l'instruction technique relative aux installations photovoltaïques.

Les installations photovoltaïques sont conçues, construites, entretenues et vérifiées conformément aux règlements et aux normes applicables. L'ensemble de l'installation est conçu selon les préconisations du guide UTE C 15-712, version de juillet 2013.

Aucun élément de cette installation n'est accessible depuis un terrain tiers.

La solidité à froid et la capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque est attestée par un bureau de contrôle agréé.

### Article 3

Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par l'une des dispositions suivantes, par ordre de préférence décroissante :

- un système de coupure d'urgence de la liaison en courant continu est mise en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension du bâtiment ;
- les câbles de courant continu cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans le local technique onduleur du bâtiment ;
- les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules
- les câbles de courant continu cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
- les câbles de courant continu cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il est non-accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non-autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu que le bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

### Article 4

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est installée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention : « Attention – Présence de deux sources de tension : 1- Réseau de distribution ; 2- Panneaux photovoltaïques » en lettre noires sur fond jaune.



## Article 5

Lorsqu'il existe un local technique onduleur, ses parois sont conçues de degré coupe-feu égal au degré de stabilité du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont pas stockés dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.

## Article 6

L'exploitant définit des **consignes de protection contre l'incendie et des procédures de mise en sécurité** de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent notamment en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 5 et mentionnent l'existence, la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toitures, façades, fenêtres). Ces consignes et procédures sont intégrées au registre des risques lorsqu'il existe.

## Article 7

Des **pictogrammes** dédiés au risque photovoltaïque sont apposés :

- à l'extérieur du bâtiment visibles depuis l'accès des secours ;
- auprès des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
- sur les cables de courant continu, tous les 5 mètres.

## Article 8

Les installations photovoltaïques font l'objet d'un **contrôle annuel** par un professionnel.

## Article 9

Toutes les précautions sont prises pour éviter, y compris en cas d'accident, l'écoulement direct de matières dangereuses ou des eaux d'incendie vers les cours d'eau, les égouts publics, le domaine public, les terrains des tiers et le milieu naturel.

Les onduleurs sont installés en dehors des parcours.

## Article 10

L'aménagement, l'entretien et le fonctionnement des panneaux photovoltaïques devront être conçus de manière à limiter autant que possible les risques de contamination de l'élevage par les personnes étrangères au site lors des travaux d'installation ou de maintenance. A cette fin, toutes les prescriptions fixées par les réglementations sanitaires devront être strictement respectées.

L'exploitant établit une **procédure d'intervention** destinée aux personnes extérieures à l'établissement devant intervenir sur le site, notamment dans le but de protéger son intégrité sanitaire. Cette procédure est remise à chaque personne concernée. Ces dernières devront avant toute intervention s'engager à respecter cette procédure (date et signature).

## Article 11

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;

- les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) ;
- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
- l'attestation de contrôle technique relative à la solidité à froid par un bureau de contrôle agréé, visant la capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque ;
- une note d'analyse justifiant la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries et la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;
- le cas échéant, les éléments permettant de justifier des obligations de stabilité au feu mentionnées dans les articles 3 et 5 ;
- les pièces justifiant de la réalisation des contrôles annuels ;
- la procédure d'intervention mentionnée à l'article 10 ;

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours les éléments suivants :

- la **procédure de mise en sécurité** mentionnée à l'article 6 ;
- les **plans du site** ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques, notamment le ou les locaux techniques onduleurs et les organes de coupure.

## **Article 12 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble (2, Place de Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE cedex 1) :

1°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifié

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.



### Article 13 : Affichage

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Châteaudouble pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Châteaudouble fera connaître par procès-verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté peut être consulté également sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

### Article 14 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de la commune de Châteaudouble, Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations, chargé de l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux :

- Maire de Châteaudouble ;
- Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- Délégué Territorial de l'Agence Régionale de la Santé ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- Inspectrice du Travail – s/c du Directeur de l'UT de la Drôme de la DIRECCTE ;
- et l'EARL DE MARET.

Fait à Valence, le

**- 8 NOV. 2017**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégué  
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU

